

L'engagement 1 du PAN s'inscrit dans la logique de faciliter la transparence dans le cadre du PGO. En ce sens il s'agit d'un engagement substantiel qui connaît des blocages structurels.

D'abord, l'instabilité institutionnelle au niveau de l'architecture telle la suppression et sa réhabilitation en fin 2021 sont déjà des éléments qui vont plomber la logique d'adoption du texte. Aussi, le changement à la tête de la Direction de la Promotion de la Bonne Gouvernance qui est le point focal du PGO a permis de constater une longue léthargie dans le plaidoyer institutionnel et dans la mise en œuvre du Plan d'Action National qui à mi-parcours ne connaît pas d'évolution.

Ensuite le processus d'adoption de la loi d'accès à l'information est fait dans le plus grand secret et n'est plus inclusif. Article 19 depuis les notes d'observation faites en 2018 sur le projet de loi et portant sur les points de désaccord : la composition de la CONAI, les conditions de recours ainsi que les nombreuses limitations de la dernière mouture, ne dispose plus d'informations sur les évolutions du texte. Cependant malgré les demandes formulées, la Direction de la Promotion de la Bonne gouvernance dans une audience accordée au Comité National PGO 18 février 2022 reconnaît ne pas pouvoir partager la mouture dans le circuit administratif et dont on n'a pas garantie que les dernières observations relevées ont été intégrées.

Enfin, le retard dans la mise en œuvre du PGO est une donnée qu'il faut relever car à mi-parcours, le PAN n'a pas encore fait l'objet d'une validation politique. Ce qui risque de déteindre sur l'emploi du temps de la mise en œuvre du PGO au Sénégal.

En guise recommandation Article 19

- Invite le ministère de la Justice par le biais de la Direction de la Promotion de la Bonne Gouvernance à partager la mouture stabilisée et les dernières évolutions du texte du projet de loi pour plus de transparence dans le processus d'une LAI
- Attire l'attention de la Direction de la Bonne Gouvernance sur la léthargie dans la mise en œuvre du PGO et les importants retards sur le timing après une année
- A continuer le plaidoyer institutionnel pour la validation politique du PAN et de l'adoption des textes portant sur le Comité National PGO